

FAITS SAILLANTS

CONSEIL DES COMMISSAIRES, 16 AU 18 MARS 2021 | PUVIRNITUQ

Les commissaires ont examiné et approuvé la politique de gestion des documents, qui répond aux exigences légales provinciales en matière d'archivage. Une fois la mise en œuvre commencée, cette nouvelle politique favorisera aussi l'accès des citoyens à l'information.

Kativik Ilisarniliriniq (KI) est une institution de service public. La politique de gestion des documents fournit un cadre clair, fondé sur des normes provinciales, pour la préservation des documents et des archives.

Au sein de l'organisme, elle permettra aux employés de localiser et d'identifier facilement les documents et le matériel nécessaires aux processus de prise de décision.

Pour les utilisateurs externes (citoyens), cette politique augmentera la transparence de KI, en facilitant l'accès du public à l'information.

En cas de catastrophe ou d'un autre type d'urgence, le classement et la conservation des documents permettraient une reprise rapide des activités et des services de l'organisme.

La mise en œuvre de cette politique nécessitera une collaboration interne non seulement entre le secrétaire général associé, les Ressources matérielles et les Technologies de l'information, mais aussi avec les utilisateurs à l'échelle de l'organisme.

Les commissaires ont approuvé une liste renouvelée de 41 programmes de formation professionnelle qui seront offerts au Nunavik et qui répondront aux besoins du marché du travail dans les secteurs de la santé, de la construction, de la gestion, du travail de bureau et des nouvelles technologies.

Les programmes approuvés mènent à trois types de diplômes : diplôme d'études professionnelles (DEP), attestation d'études professionnelles (AEP) et attestation de spécialisation professionnelle (ASP). Tous ces diplômes sont décernés par le ministère de l'Éducation du Québec.

Parmi les nouveaux programmes à souligner, citons «;

- DEP en forage au diamant, dont la mise en œuvre est en cours;
- DEP en assistance technique en pharmacie, début prévu en août 2021;
- DEP en secrétariat médical, début prévu en août 2021;
- AEP en gardiennage de sécurité, offert en 2021-2022;
- ASP en gestion d'entreprise de construction, offert en 2021-2022.

Les commissaires ont amélioré le programme de parrainage des étudiants du postsecondaire en approuvant une série d'amendements qui soutiendront les étudiants et les parents seuls qui ont des enfants à leur charge, tout en augmentant la souplesse et les montants remboursés pour des allocations particulières.

Les étudiants parrainés qui sont financièrement responsables de leurs enfants recevront une allocation pour les personnes à leur charge, même s'ils ne résident pas ensemble.

Pour les aider à faire face à leurs obligations familiales, les parents seuls parrainés pourront faire résider avec eux une personne de leur choix pendant leurs études. Cette personne-ressource aura accès à une indemnité financière et devra être âgée d'au moins 18 ans.

Les dépenses d'équipement liées à un domaine d'étude à domicile seront remboursées jusqu'à concurrence de 500 \$ par an (par exemple : écouteurs, encre d'imprimante, etc.). Le matériel scolaire essentiel, notamment les ordinateurs portables et les imprimantes, est déjà fourni aux étudiants parrainés dans le cadre d'un projet distinct.

S'ils préfèrent recevoir une visite plutôt que de voyager eux-mêmes, les étudiants parrainés pourront transférer l'un de leurs voyages aller-retour annuels à un membre de leur famille immédiate.

Les étudiants parrainés logés dans un logement géré par KI tout comme ceux qui louent leur propre appartement recevront 500 \$ par an pour améliorer leurs conditions de vie (personnalisation de leur espace de vie avec des décorations, une télévision, etc.).

Les allocations pour les activités de loisirs ont été augmentées tant pour les étudiants parrainés que pour les personnes à leur charge.

Les incitations à l'obtention de diplômes ont également été accrues : baccalauréat - 1 714 \$; maîtrise - 2 638 \$; doctorat - 5 275 \$.

Les étudiants parrainés qui vivent en ville pour la première fois peuvent être accompagnés à cette occasion par un membre de leur famille (accompagnateur), afin de faciliter leur transition. KI assumera notamment les coûts du billet d'avion de cet accompagnateur, ainsi que ses frais de repas et de déplacement en taxi pour une durée de 5 jours.

Les commissaires ont reçu de l'information de l'Université McGill et de l'Université du Québec en Abitibi-Témiscamingue (UQAT) sur leurs propositions respectives de révision des programmes de formation des maîtres. Les parcours proposés mèneraient à des certificats et à un baccalauréat en éducation, avec des options pour obtenir un permis d'enseignement qui serait valide sur les territoires hors de la juridiction administrative de Kativik Ilisarniliriniq.

Les parcours de formation des enseignants proposés par l'UQAT prévoient l'obtention d'un baccalauréat en éducation par le cumul de quatre certificats délivrés à distance et en personne, en inuktitut et en anglais. Ces certificats ne mènent toutefois pas à l'obtention du brevet d'enseignement. Les étudiants qui choisissent de compléter leur formation en langue seconde en français ou en anglais peuvent obtenir un brevet d'enseignement valide au Québec après avoir réussi l'examen d'agrément en français ou en anglais.

Les parcours de formation des enseignants proposés par l'UQAT prévoient l'obtention d'un certificat menant à un brevet d'enseignement valide sur le territoire relevant de la juridiction administrative de Kativik Ilisarniliriniq. Les cours seraient donnés à distance et en personne, en inuktitut. Les crédits accumulés pour ce certificat peuvent compter pour l'obtention d'un baccalauréat en éducation pour les enseignants inuits agréés ou d'un baccalauréat en éducation - études des Premières nations et des Inuits. Ce dernier peut mener à un brevet d'enseignement valable au Québec, si les étudiants réussissent l'examen d'anglais pour la certification de l'enseignement de la province.

Les commissaires poursuivront leurs discussions en juin. Ils ont demandé que des plans de mise en œuvre concrets leur soient présentés à ce moment-là, afin de fournir des informations supplémentaires pour étayer leur processus décisionnel.